

Bujumbura surpris par "tant d'amis" à Addis-Abeba

PANA, 02 février 2016 Bujumbura, Burundi (PANA) - Le deuxième vice-président de la République, en charge des questions économiques et sociales, Joseph Butore, a tiré un certain nombre de leçons, lundi soir, de retour du 26^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, membres de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, en Ethiopie, dont il a constaté que le gouvernement burundais avait finalement encore "beaucoup d'amis" qui se sont rangés de son côté pour repousser sine die, le projet d'envoi d'une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (Maprobu) destinée à enrayer la spirale de violences qui dure depuis plus de neuf mois d'un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition dans ce pays des Grands Lacs africains.

Parmi les "Amis" qui ont pesé de tout leurs poids pour faire échec à la Maprobu figurent, notamment, le président équato-guinéen, Teodoro Obiang-Nguema, le Gambien Yaya Jammeh ou encore l'Egyptien Fatah Al-Sissi, tous au nom du sacro-saint principe de la "souveraineté des Etats" africains. Ailleurs dans le monde, on cite beaucoup les Chinois et les Russes être les alliés inconditionnels du pouvoir burundais, surtout au niveau du Conseil de Sécurité des Nations unies qui a tenté le premier à tergiverser au sujet d'une force étrangère de stabilisation malgré ses scénarii "catastrophes" pour le Burundi. L'Union européenne (Ue) et les Etats-unis d'Amérique, quant à eux, ont déjà imposé des sanctions économiques pour pousser le pouvoir burundais à prendre l'initiative des négociations de sortie de crise avec son opposition. Dès lors le vice-président Butore, le sommet a décidé de "sursoir" au projet de la Maprobu qui devait être forte d'au moins 5.000 militaires et policiers pour une durée initiale de six mois, dans le double but de protéger les victimes potentielles civiles des violations des droits humains et d'assurer la sécurité d'éventuels pourparlers inter-burundais de paix. Une délégation de "très haut niveau" doit encore se rendre au Burundi pour convaincre le Président Pierre Nkurunziza, d'accepter une telle force, dans l'intérêt de la paix dans son pays. On sait pour le moment que la délégation sera composée d'au moins cinq chefs d'Etat africains dont les noms et les dates exacts de la mission n'ont toutefois pas encore connus. Vers la fin de l'année dernière, le président béninois, Yayi Boni, avait tenté solliciter en marge du sommet sino-africain de Johannesburg, en Afrique du sud, pour faire un ricochet sur Bujumbura en vue de mener des contacts exploratoires avec les protagonistes de la crise au Burundi. Le président béninois est finalement rentré sur Cotonou, faute d'avoir eu l'accord des autorités burundaises qui s'intéressent plutôt au dialogue ouvert à toutes les catégories socioprofessionnelles du pays, sans interférence étrangère, et sur le sol burundais. La médiation sous-régionale du chef de l'Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, est dans un état d'enlisement de plusieurs mois de dialogue de sourds entre le pouvoir et l'opposition et de menace de voir le conflit virer vers une nouvelle guerre civile, après celle de 1993 à 2006 qui a fait au moins 300.000 tués et autour d'un million d'autres exilés et réfugiés.